Catholiques et protestantes à Lyon en 1968 et dans les années 1970

Regards rétrospectifs

Mathilde Dubesset

Maîtresse de conférences émérite d'histoire contemporaine
IEP de Grenoble

La question de la participation des chrétiens aux événements de mai-juin 68 a été longtemps peu présente dans les publications sur ce « moment 68 » et, de manière plus large, sur les « années 68 », même si certains ouvrages l'ont mentionnée, à propos du rôle des « chrétiens de gauche » [1]. Cette faible visibilité se retrouve aussi du côté des femmes que l'on ne voit guère dans l'abondante iconographie de cette période (affiches, photos), ou alors sous forme d'icônes ou de symboles : « la Marianne de mai 1968 » photographiée lors de la manifestation du 13 mai à Paris par le photographe Jean-Pierre Rey, ou la silhouette féminine lançant un pavé avec le slogan « La beauté est dans la rue » sur une des affiches de l'atelier des étudiants des Beaux-Arts à Paris.

L'absence des femmes parmi les figures importantes du mouvement de mai-juin explique sans doute leur faible visibilité. Dans les séquences filmées de débats dans les amphis de la Sorbonne, l'accès au micro semble réservé aux hommes [2]. Sur les photos de manifestations où hommes et femmes se côtoient, à Paris, à Lyon et ailleurs, la présence masculine domine le plus souvent et ce sont des hommes qui tiennent les porte-voix [3]. Mais des femmes ont aussi pris la parole, comme cette jeune ouvrière qui, le 10 juin 1968, refuse de reprendre le travail devant l'usine Wonder à Saint-Ouen dans la banlieue nord de Paris. Sa réaction aux propos du syndicaliste qui lui ex-

1. Sabine Rousseau, « Les cathos de gauche : l'engagement dans les luttes politiques », in Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68, Une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, 2008, p. 634-641.

2. William Klein, *Grands soirs et petits matins*, 1968, Films Paris-New-York. Il arrive parfois qu'une femme accède à la tribune, c'est le cas le 8 juin 1968 de la religieuse Françoise Vandermeersch qui est aux côtés de Pierre Rosanvallon, alors étudiant à HEC, dans un débat à la Sorbonne sur le thème : « De Che Guevara à Jésus-Christ ».

3. Voir l'ensemble très riche de photos dans l'ouvrage dirigé par Vincent Porhel et Jean-Luc de Ochandiano (dir.), *Lyon 68, Deux décennies contestataires*, Lyon, Lieux Dits, 2017.

plique que « des avancées ont été obtenues » est très éloquente : « Je ne rentrerai pas dans cette taule ! », une scène brève, très forte, filmée par des étudiants de l'IDHEC, largement diffusée dans les réseaux militants des années 1970 [4].

Cette place au second plan des femmes, et le fait que dans ce « moment révolutionnaire » où l'on parlait de « changer le monde » ce sont elles qui, le plus souvent, assuraient les tâches matérielles dans les universités occupées (gardes d'enfants dans des crèches improvisées, ravitaillement des occupants, entretien des locaux) sont des constats qui ont nourri la critique portée par les mouvements féministes qui surgissent dans le sillage de la grande secousse de 1968. La deuxième vague féministe du XX^{e} siècle [5] voit l'irruption, dans l'espace public, de la présence et de la parole de femmes qui dénoncent les formes d'oppression et de violences imposées au « Deuxième sexe » (référence à Simone de Beauvoir dont les textes sont réédités dans cette période) dont des violences liées à des interdits religieux qui pouvaient aussi questionner des femmes chrétiennes.

Pour aborder la manière dont des femmes catholiques et protestantes ont vécu ce moment 68 et ses répercussions dans les années 1970 à Lyon, j'ai mené une petite enquête avec des entretiens effectués auprès de 16 personnes, 15 femmes et un homme, 12 personnes de culture catholique et quatre de culture protestante. Des personnes contactées pour la plupart par l'intermédiaire d'Anne Thierry, dominicaine ayant travaillé dans le secteur hospitalier, d'où une surreprésentation de femmes de culture catholique actives dans le secteur sanitaire et social dans les années 1960-1980. Les contacts du côté protestant, m'ont été fournis par le pasteur Jacques Walter qui, avec son épouse Dany, m'a reçue pour un entretien.

Les points abordés lors de ces entretiens ont porté sur la manière dont ces personnes ont vécu le « moment 68 », leur participation (ou pas) à cet événement, leurs réactions à l'encyclique *Humanae Vitae* promulguée dans l'été 68 ; puis, dans l'après-68, le regard qu'elles ont porté sur la situation des femmes, les mobilisations autour du « droit à l'avortement » qui débouchent sur la loi Veil de 1975, le féminisme, les féministes ; enfin les changements que cette période a pu apporter dans leur vie, leurs engagements ultérieurs, leur rapport à la sphère religieuse. Des entretiens denses où les sujets abordés croisaient les trajectoires personnelles et familiales de ces personnes que je tiens à remercier pour leur accueil [6].

4. C'est autour de cette scène qu'a été construit le film documentaire *Reprise* de Hervé Le Roux (1997). Le réalisateur a tenté de retrouver cette femme qui, d'après un témoignage, « était protestante ».

5. Dans l'historiographie du féminisme, on distingue la « deuxième vague » des années 1960-1970 « pour la libération des femmes » qui a une dimension internationale, précédée par une « première vague » dans les années 1900-1930 en faveur de l'émancipation civile et du droit de vote des femmes concernant plus le monde occidental. On évoque aujourd'hui une « troisième vague » au tournant des XX^{e}-XXI^{e} siècles. Voir Gubin Eliane, Jacques Catherine *et alii* (dir.), *Le siècle des féminismes,* Paris, Éditions de l'Atelier, 2004.

6. Merci à Anne-Marie Barlerin, Marie-Hélène Bunoz, Michelle Chassin, Madeleine Comte, Françoise Costil, Hélène Delpech, Marie-Claire Gentes, Monique Huissoud, Julienne Jarry, Jacqueline Mégard, Suzanne Micoulet, Paule Neauche-Favrot, Marie-Françoise Roset, Anne Thierry, Jacques et Dany Walter.

1 Souvenirs de mai-juin 68, participation à l'évènement, la Guerre d'Algérie, mai 68 au lycée Saint-Just, des femmes bien visibles dans *Le Journal du Rhône*

Pour Dany Walter (41 ans en 1968, protestante, mère d'une famille nombreuse) :

> « En 1968, on était en empathie avec ce mouvement, beaucoup de réunions, mais j'ai peu de souvenirs du moment mai-juin 68 : il y avait les enfants et la paroisse dont il fallait s'occuper, pas beaucoup de temps pour aller aux manifestations. »

Hélène Delpech (35 ans en 68, catholique, historienne) dit :

> « [avoir] peu de souvenirs personnels sur les événements de 68, en tous cas moins que sur la période de la guerre d'Algérie. En 68, j'étais bien occupée avec de jeunes enfants, c'était un moment vécu plutôt par les yeux de mon mari, jeune assistant d'histoire à l'Université. On avait beaucoup de discussions, chez nous, avec des collègues qui ont aidé le doyen André Latreille à réfléchir sur ces événements ».

Et puis un souvenir précis est revenu : deux étudiantes de François Delpech lui avaient proposé de venir s'occuper de ses enfants afin que son épouse puisse aller à l'université pour voir ce qui s'y passait. Signe que ces étudiantes souhaitaient que les femmes puissent elles aussi être associées à cet événement. Les impressions d'Hélène Delpech sont plutôt mitigées face aux débats des étudiants : « Il y avait beaucoup d'énergie, de naïveté aussi, et surtout des orateurs capables d'embarquer les jeunes, un peu comme le petit joueur de flûte ».

Jacqueline Mégard (43 ans en 1968, protestante, mère de 5 enfants, qui achève une licence de psychologie cette année-là) explique qu'elle n'a « guère de souvenirs de ces événements, si ce n'est une sympathie pour les étudiants et le mouvement de manière générale », mais aussi « quelques inquiétudes pour nos quatre adolescents qui allaient aux manifs ». Elle a participé à quelques manifestations, « j'ai perfectionné mon footing ». Son mari, médecin, allait plus souvent manifester (« il pratiquait plus régulièrement cet exercice »). Mais elle a plus de souvenirs précis des manifestations contre la guerre en Algérie, période où son mari soignait des militants algériens et intervenait dans les bidonvilles, ainsi qu'en prison.

Michelle Chassin (32 ans en 1968, catholique, célibataire à l'époque, assistante sociale à l'hôpital Éd.-Herriot) se souvient d'avoir « fait la grève perlée un jour sur deux, j'étais déclarée en grève, donc pas de salaire. C'était les barricades à la maison, mes parents n'étaient pas d'accord ! ». Elle n'a guère participé aux manifestations en 68, mais a gardé « un vif souvenir d'une manifestation, place Bellecour pendant la guerre d'Algérie où il avait fallu courir très vite ! » [7]

7. On peut voir une photographie de manifestante (souriante) solidement tenue par deux policiers qui l'emmènent sans doute dans un fourgon pour un contrôle, dans Vincent Porhel et Jean-Luc de Ochandiano, *Lyon 68. . .*, *op. cit.*, p. 49.

Monique Huissoud (37 ans en 1968, catholique, célibataire) dit « être passée complètement à côté des événements de 68, car après avait fait des études d'infirmière à la clinique protestante Florence Nightingale de Bordeaux j'étais en train de m'orienter vers la communauté du Prado ».

Marie-Hélène Bunoz (17 ans en 1968, alors lycéenne à Annecy) :

> « En mai-juin 68, j'étais dans une boite catholique à Annecy, je me souviens d'être allée voir mon père gréviste qui occupait son usine pour lui porter ses repas, il y avait des tensions entre les grévistes et ceux qui n'étaient pas d'accord. Ma mère devait faire des économies, y compris pour le pain. Dans l'été, j'ai participé à une session de la JEC près du lac, on a fait une enquête pour recueillir le point de vue des habitants du village sur le mouvement de mai-juin, les discussions étaient assez vives ».

Trois ans plus tard, munie d'un diplôme d'infirmière, elle s'installe à Lyon en 1971.

Marie-Françoise Roset (20 ans en 1968, de famille catholique, avec un premier emploi à la rentrée 1968) a peu de souvenirs si ce n'est l'affaire du fils du patron des Établissements Scandale qui a foncé avec sa voiture sur un piquet de grève et blessé grièvement une femme syndiquée à la CGT, moment d'une grande violence qui avait suscité une grande émotion dans sa famille.

Ces témoignages donnent à voir des situations diverses. Il y a des mères de famille en sympathie avec ce mouvement mais qui n'y participent guère, étant bien occupées par les charges du foyer avec des enfants encore jeunes. Elles vivent un peu par procuration ces événements dans lesquels les maris sont engagés et n'ont guère de temps pour aller manifester. Rien de surprenant en cette fin des années 1960, où le modèle de la mère au foyer est encore dominant, même s'il commence à être discuté dans les media, et dans des associations féminines comme le Mouvement Démocratique Féminin considéré comme « la nouvelle gauche des femmes » [8], le Mouvement protestant Jeunes Femmes [9] ou L'Union féminine civique et sociale très liée à la mouvance du catholicisme social. En revanche, l'assistante sociale, salariée, sans charge de famille, est impliquée dans la grève, engagée dans le mouvement, non sans débats dans sa famille, une réalité souvent évoquée dans les récits sur ce moment 68. Pour la lycéenne dont le père gréviste est syndiqué à la CFDT, c'est un moment important qui aura des effets par la suite. Embauchée en 1971 à Lyon, à l'Hôpital de La Croix-Rousse, elle contacte, dès sa première paie, la CFDT.

D'une manière générale, la question des violences est peu abordée dans les récits de ces femmes, hormis pour l'épisode de l'agression d'une ouvrière par le fils du patron de son entreprise, scène évoquée à plusieurs reprises. On peut relever dans ces entretiens le souvenir récurrent de la guerre d'Algérie, des manifestations et événements violents qui se sont déroulés dans une temporalité très proche du moment 68 ; un passé qui resurgit et dévoile des engagements relayés par d'autres dans les années 68 et au-delà, dans une sorte de continuum des trajectoires militantes. Marie-Françoise Roset, d'une

8. Sylvie Chaperon, *Les années Beauvoir, 1945-1970*, Paris, Fayard 2000, p. 30.

9. Sylvie Chaperon, « Le mouvement Jeunes Femmes, 1946-1970 : de l'Evangile au féminisme », *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français,* t. 146, janvier-février-mars 2000, p. 153-183.

famille catholique pratiquante, dont le père ouvrier métallurgiste est passé par la JOC, puis s'est syndiqué à la CFDT, évoque un moment qui l'a beaucoup marquée : « J'étais gamine et un soir, j'ai entendu frapper au volet, c'était un collègue de mon père qui était venu le chercher pour aller à l'aéroport de Bron où l'on craignait l'arrivée des parachutistes », un souvenir très prégnant du moment de grande tension provoqué par le putsch des généraux en avril 1961.

Parmi les femmes engagées dans le mouvement de mai-juin 68, il y a des enseignantes comme Madeleine Comte, catholique, professeure d'histoire-géographie au lycée Saint-Just qui évoque dans un texte la situation particulière de ce quartier du 5e arrondissement où se faisaient face le lycée de filles (Saint-Just) et le lycée de garçons (Jean-Moulin), lycée dont des élèves avaient tenté à trois reprises d'envahir celui des filles.

> « À l'initiative d'un petit groupe d'enseignantes de Saint-Just, un dialogue s'est installé entre professeurs et élèves des deux lycées, d'abord dans un local d'aumônerie proche, l'aumônier participant aussi aux débats, puis à la MJC du quartier, des collègues préférant un lieu plus laïc. Ces échanges réguliers avec les élèves ont duré une quinzaine de jours, pendant la grève, avec une présence régulière d'enseignantes de Saint-Just, membres des syndicats SGEN-CFDT et SNES, les collègues masculins de Jean-Moulin étant assez vite repartis ».

Malgré le contexte parfois tendu (pressions des familles, moments désagréables avec des collègues non-grévistes lors de la reprise du travail), Madeleine Comte souligne « le rôle joué par la directrice du lycée qui avait apprécié la volonté de dialogue des enseignantes avec leurs élèves, une situation bien éloignée qu'elle n'avait pas connue durant ses études dans les années 1930 ».

À propos de l'engagement de femmes enseignantes_, Le Journal du Rhône_, quotidien édité entre le 24 mai et le 27 juin 68 par le CFDT, l'UNEF et le PSU, cite l'appel des enseignantes grévistes du lycée Édouard-Herriot (lycée de jeunes filles du 6e arrondissement) aux formations politiques de gauche. Je me permets ici un souvenir personnel : j'étais en classe de seconde dans ce lycée en mai-juin 68, avec des professeures qui, à la reprise des cours en juin, ont accepté de travailler autrement avec leurs élèves, en expérimentant les petits groupes, l'organisation de débats, une petite révolution au lycée.

On peut noter l'attention particulière portée par *Le Journal du Rhône* aux « femmes travailleuses » et aux mères de famille. Il y a dans le collectif qui l'anime, une syndicaliste de la CFDT, Madeleine Delessert, et une enseignante au lycée Juliette Récamier, Suzette Rata. De nombreuses informations sont diffusées sur les initiatives de femmes à Lyon et dans la région : communiqué du syndicat des infirmières CFDT (libérales) annonçant que les soins seraient gratuits pour les familles des grévistes, initiatives de femmes pour des garderies, des repas gratuits pour les enfants de grévistes dans des communes de l'agglomération.

D'après Jacqueline Ponsot [10] :

> « Le *Journal du Rhône* atteste, s'il en est besoin, qu'une majorité de femmes a été impliquée dans les événements de mai-juin 68 dans les entreprises et administrations comme dans les quartiers, que ce soit sur des bases familialistes traditionnellement associées aux femmes mères mais également sur des bases syndicales et revendicatives ».

Où l'on voit que les femmes ont bien été présentes dans le mouvement de contestation de mai-juin 68, à Lyon, [11] mais « cet engagement des femmes est moins formel, moins institutionnel, elles se tiennent, et sont tenues à une certaine place, elles participent, mais au second rang » [12]. Des femmes qui seront directement concernées par l'annonce d'un texte venu de Rome dans l'été 1968.

2 « *Humanae Vitae*, le malheur des catholiques », des protestantes engagées au Planning familial, des professionnelles de santé confrontées aux difficultés des femmes dans les années 1960-1970

Après l'effervescence de mai-juin 68, l'encyclique *Humanae Vitae* promulguée le 25 juillet par le pape Paul VI, texte qui réitère l'interdit sur les moyens de « contraception non naturelle », s'inscrit d'une certaine manière, dans le climat de « retour à l'ordre » qui a suivi ce moment 68. Si la plupart des femmes rencontrées n'ont pas de souvenirs précis de ce texte, elles se rappellent l'incompréhension suscitée par cette encyclique : « ce que disait le pape, on s'en fichait, la contraception était une affaire de choix personnel » ; « on s'occupait très peu du Vatican, le Christ d'abord » ; « à la JEC on était révoltées » ; « de quel droit le pape en parle, avec quelle expertise ? » ; « de toute manière, il fallait en finir avec la peur de la grossesse ».

Cette encyclique a reçu le soutien du *Figaro*, de la Confédération des associations familiales catholiques, ou de personnalités comme François Mauriac, mais bon nombre de catholiques, y compris des pratiquants, ont été surpris par cette injonction romaine en décalage avec la réalité vécue par les couples et les familles. Le courrier de *l'Écho des Françaises*, magazine catholique à grand tirage, publie les lettres angoissées de femmes qui disent le refus des maternités répétées, un thème évoqué par la journaliste Éliane Victor dans l'émission télévisée « Les femmes aussi » lancée en 1964. Au lendemain des événements de mai-juin 68, cette encyclique creuse le fossé qui sépare le magistère romain des préoccupations des couples [13].

10. Jacqueline Ponsot, « *Le Journal du Rhône* et la place des femmes dans les évènements de mai-juin 1968 » in Vincent Porhel et Jean-Luc de Ochandiano (dir.), *Lyon 68. . . , op. cit.*, p. 98. Une précision : Jacqueline Ponsot était professeure d'anglais au lycée Édouard-Herriot en 1968.

11. On peut rappeler que les femmes ont participé quelques mois auparavant à des grèves importantes, comme celle de l'Usine Paris-Rhône dans le 8e arrondissement de Lyon en novembre 1967. Voir la photographie in Vincent Porhel et Jean-Luc de Ochandiano, *Lyon 68. . . , op. cit.*, p. 68, photographie qui figure sur la couverture du livre de Ludivine Bantigny, *1968. De grands soirs en petits matins*, Paris, Seuil, 2018.

12. Ludivine Bantigny, *De grands soirs en petits matins*, *op. cit.*, p. 18.

13. Mathilde Dubesset, « Devant *Humanae Vitae* : le message romain devenu inaudible ? » in Denis Pelletier et Jean-Louis Schlegel (dir.), *À la gauche du Christ, les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours,* Paris, Seuil, 2012, p. 412-415.

La réaction du monde protestant est assez sévère à l'égard de cette encyclique. Pour Jacqueline Mégard, *« Humanae Vitae,* c'est le malheur des catholiques », expression employée à l'époque par le Journal *Réforme.* Il faut rappeler que l'Église réformée avait admis dès 1956 la légitimité d'un contrôle des naissances. Beaucoup de femmes protestantes s'étaient engagées dans le Mouvement français pour le planning familial dans les années 1960, un engagement pour la liberté de choix, et le bonheur des couples appelés à assumer leurs responsabilités. Elles sont présentes dans Le Mouvement lyonnais pour le planning familial qui est créé le 20 juin 1961, en lien avec le mouvement à l'échelle nationale [14]. Sa présidente Renée Jolivot, journaliste au *Progrès,* conseillère municipale de l'équipe Pradel est une ancienne résistante ; au bureau, figurent Suzanne Simon, médecin et militante au PSU, des membres du mouvement des Auberges de Jeunesse, de l'Union rationaliste, du SNI (Syndicat national des instituteurs) et de la FCPE. Jacqueline Mégard connaissait bien ce mouvement soutenu par une amie de jeunesse, devenue l'épouse d'André Philip, personnalité politique importante à Lyon, protestant, universitaire, très attaché à l'éducation populaire. Il y a parmi les adhérentes du Planning familial lyonnais des membres du Mouvement protestant Jeunes femmes. Parmi elles, Dany Walter qui se souvient des animations sur la question de la « régulation des naissances » effectuées dans divers lieux à Lyon. Elle avait remarqué, lors d'une discussion sur la contraception pour les jeunes filles dans une usine du quartier de Vaise, le décalage entre des mères plutôt compréhensives et des pères « des messieurs de la CGT » visiblement mal à l'aise sur ce sujet. Il faut rappeler que le PCF, d'abord très réticent à l'égard de la « régulation des naissances », s'est rallié à cette l'idée au milieu des années 1960.

Dans les animations organisées par le Planning familial, Dany Walter a été confrontée aux difficultés rencontrées par les femmes du quartier de La Duchère où elle était installée avec son mari, pasteur de la petite communauté protestante, des difficultés bien connues des professionnelles de la santé et du travail social. Monique Huissoud, devenue travailleuse familiale après quelques années au Prado se souvient de la charge très lourde pour les mères de familles nombreuses. Suzanne Micoulet et Paule Neauche-Favrot se rappellent ces femmes qui, dans les réunions de l'Action catholique ouvrière (ACO) où on leur demandait quelle était leur activité, indiquaient sur la fiche : « cent professions », une manière de dire l'ampleur des tâches à accomplir au quotidien pour des femmes souvent de milieux populaires. Paule Neauche-Favrot dont la mère avait eu 11 enfants, se souvient encore de la réponse que celle-ci faisait au prêtre qui, lors de l'arrivée des enfants, parlait de « bénédiction du Bon Dieu » : « c'est pas le Bon Dieu qui les élève ! disait-elle ».

Assistantes sociales, infirmières et aides-soignantes étaient souvent témoins de la détresse des femmes et de véritables drames comme ces décès provoqués par des avortements clandestins. Michelle Chassin, assistante sociale à l'Hôpital Éd.-Herriot, se souvient de « situations épouvantables des femmes au pavillon E ». La nécessité de faciliter l'accès à la contraception s'impose peu à peu dans les années 1960, avec la loi de 1967, mais face aux lenteurs dans l'application de cette loi, des mobilisations en

14. Camille Masclet, « "Debout mères et ménagères", les mobilisations féministes lyonnaises, acteurs antérieurs, le Planning familial et les associations féminines », in Collectif de la Grande Côte, *Lyon en lutte dans les années 68, Lieux et trajectoires de la contestation,* Lyon, PUL, 2018, p. 98-100.

faveur du libre accès à la contraception et du droit à l'avortement rassemblent de plus en plus de monde. La question de l'avortement est un sujet dont Marie-Hélène Bunoz, infirmière à l'hôpital de La Croix-Rousse, entend parler au début des années 1970, grâce à « un réseau de militants extraordinaire avec une surveillante au service gynéco très ouverte sur les questions de contraception et d'avortement ». Cette question qui s'impose dans le débat public à partir de 1972 avec le procès de Bobigny où la jeune Marie-Claire avait pour avocate Gisèle Halimi, est aussi abordée et discutée dans les réunions de l'Action catholique des milieux sanitaires et sociaux (ACMSS), lieu de réflexion et d'échanges souvent cité dans les entretiens.

3 La marque de l'Action catholique

Les mouvements d'Action catholique sont très présents dans les parcours et les engagements des femmes rencontrées. Infirmières à l'Hôpital Éd.-Herriot, Suzanne Micoulet et Paule Neauche-Favrot sont passées par la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne), les équipes d'ACO et ont rejoint la CFDT [15]. Responsable de la section CFDT Santé/sociaux, à mi-temps pendant deux ans, Suzanne Micoulet se souvient des tracts au pointage, « il y avait une majorité de femmes dans le personnel de l'hôpital, on menait les bagarres, la CFTC était aussi pilotée par des femmes ». Toutes deux soulignent « l'importance de la pratique de la révision en ACO dans l'attention porté à tous les types de postes, y compris les plus petits ».

Monique Huissoud est passée par la JEC et brièvement par les Guides de France, son père qui s'était engagé dans la Résistance lisait *Témoignage Chrétien* ; une petite fille juive avait été hébergée par la famille pendant l'Occupation. Après son séjour dans la communauté du Prado, elle a été femme de ménage dans un foyer de jeunes travailleuses puis travailleuse familiale, ce qui lui a donné l'occasion de rencontrer la CFDT dans les années 1970.

Marie-Françoise Roset avait des parents engagés à l'ACO, le père ouvrier métallurgiste était passé par la JOC, puis s'était syndiqué à la CFDT, la mère avait beaucoup à faire avec ses six enfants qui fréquentaient l'ACE (Action Catholique des Enfants) et étaient scolarisés dans des établissements catholiques. Ses parents avaient une grande admiration pour le pape Jean XXIII pour qui ils avaient fait le voyage à Rome. Elle se souvient de « la table familiale où on recevait des prêtres-ouvriers, comme le père Vacher qui venait souvent ».

Où l'on voit l'importance de la transmission familiale, le rôle du bagage fourni par « ces mouvements de jeunesse de l'Action catholique qui constituent une porte vers l'engagement avec les pratiques de réunions, d'enquêtes, de révisions de vie, un réseau de sociabilités qui se retrouvera dans le monde syndical » [16].

Il y avait, pour ces femmes catholiques, des sujets difficiles à aborder. Julienne Jarry, éducatrice spécialisée, se souvient de débats animés sur la liberté sexuelle, « une liberté qui pouvait entraîner des risques pour les femmes ». Elle avait des réticences

15. La CFDT née en 1964 a fait le choix de la « déconfessionnalisation », en se séparant de la CFTC qui a gardé son identité chrétienne.

16. « Les mouvements de jeunesse de l'Action catholique (JOC, JAC, JEC) » in Collectif de la Grande Côte, *Lyon en luttes…*, *op. cit.*, p. 282.

sur l'avortement, « un sujet où çà brassait à la CFDT », mais un militant l'avait fait réfléchir sur « le fait que le début de la vie humaine peut être discuté ». Les discussions étaient vives dans les réseaux chrétiens avec des initiatives variées dont celle prise au début des années 1970 par des protestants dans le quartier récemment construit et populaire de La Duchère.

4 L'accueil des femmes en détresse au Foyer protestant de La Duchère, l'IVG, un nouveau droit pour les femmes

Dany Walter, mère de six enfants et d'un septième adopté plus tard, a participé dans sa jeunesse au Mouvement protestant Jeunes Femmes où « on secouait le prunier, même dans la manière de lire la Bible » a aussi été petite main à « la Fédé », Fédération des Etudiants protestants. Elle garde « des souvenirs forts des années post-68 » avec, de 1971 à 1974, les mobilisations féministes pour « la libération des femmes » mettant l'accent sur la liberté de choisir d'avoir « un bébé quand je veux, si je veux » grâce à l'accès à la contraception et à l'avortement en cas de grossesse non désirée. Parmi les éléments décisifs pour son engagement dans cette mobilisation : le décès d'une jeune fille du quartier des suites d'un avortement clandestin.

Jacques Walter son époux rappelle « qu'il a fallu six mois pour convaincre les paroissiens de l'ouverture d'une permanence d'accueil au Foyer protestant de La Duchère pour des femmes en grande difficulté, parfois confrontées à une grossesse non désirée : « C'était les éléments les plus évangéliques qui bloquaient ». Une permanence hebdomadaire a été finalement ouverte, avec trois femmes à l'accueil où il y avait une jeune femme « un peu trotskiste », avec laquelle Dany Walter s'entendait fort bien. Elle se souvient de « ces femmes qui venaient et qui avaient besoin de parler. Il y avait parmi elles des mineures enceintes pour qui il fallait voir qui dans la famille pouvait en discuter avec elles. Pour les cas qui pouvaient être traités, on orientait les femmes vers des médecins du MLAC » [17]. « C'était une chance d'avoir une bande de jeunes médecins motivés et formés à la méthode Karman ». Elle précise que les femmes aux grossesses plus avancées étaient orientées vers l'Angleterre et parfois vers la Tunisie.

> « Nous avons retourné toutes les associations de La Duchère, y compris chez des catholiques qui s'interrogeaient mais qui étaient ouverts, conscients des réalités » explique Jacques Walter. La présence catholique était importante à La Duchère [18], par rapport au poids modeste du Foyer protestant, mais il se souvient de relations respectueuses, d'un prêtre qui n'a jamais émis de critique ouverte, « peut-être parce qu'il avait affaire à un couple marié, avec six enfants, organisant des colonies de vacances pour les enfants du quartier, donc des gens qui n'étaient pas contre la famille » et de conclure : « Une notion nous a aidé : l'éthique de détresse proposée par Paul Ricoeur ».

17. Le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) est né à Lyon en avril 1973.

18. Le quartier de La Duchère inauguré en 1962 a accueilli beaucoup de « rapatriés d'Algérie ».

Ce couple militant installé à La Duchère de 1963 à 1978, a manifesté en faveur du projet de loi soutenu par Simone Veil, « une grande dame », et salué le vote de la loi promulguée en 1975 qui a dépénalisé l'IVG. L'idée que cette loi était indispensable est d'ailleurs largement partagée par l'ensemble des femmes rencontrées, protestantes et catholiques. Pour Anne-Marie Barlerin, « la loi Veil, cela allait de soi qu'une femme puisse décider par elle-même, Simone Veil et Gisèle Halimi étaient des femmes courageuses qui ont compté à cette époque ». Michelle Chassin, qui a dû, dans son activité d'assistante sociale, s'occuper des dossiers de femmes en demande d'IVG, se souvient d'avoir été « rassurée car la loi était là ». Jacqueline Mégard, « de cœur avec Madame Veil », s'engage pour les entretiens pré-IVG dans le cadre de l'Association française des centres de conseil conjugal [19].

5 Une certaine distance à l'égard du féminisme, des féministes ?

La quasi-unanimité à l'égard de la loi Veil ne se retrouve pas sur la question du féminisme parmi les personnes interrogées. Françoise Costil dit « être passée à côté des féministes ». Pour Michelle Chassin : « Je ne me sentais pas féministe mais n'ai jamais transporté la chaise du professeur lors des tournées avec son équipe à l'hôpital. » Hélène Delpech ne s'est pas sentie concernée par le féminisme : « J'ai découvert la liberté avec mon mari, je n'ai pas vraiment eu d'expérience de l'injustice faite aux femmes, ni d'engagement dans des associations ou des groupes de femmes. »

Jacqueline Mégard reconnait qu'elle « n'aimait pas bien les féministes, trop ultras, pas dans le dialogue ». *A contrario*, le mot « féministe » ne posait pas problème à Dany Walter mais le slogan féministe, « un enfant si je veux, quand je veux » interrogeait Julienne Jarry « en suggérant que les hommes n'auraient pas leur place dans cette affaire ».

Marie-Claire Gentes s'est sentie « parfois heurtée par une forme de culpabilisation de la part de jeunes féministes renvoyant une image de femmes soumises à des femmes de milieux plus modestes n'osant pas divorcer, alors qu'il fallait justement leur permettre de trouver leur chemin ».

Quelques-unes des femmes rencontrées ont eu le sentiment qu'il était parfois difficile de s'afficher comme chrétienne dans « un milieu féministe où vous étiez vite discréditée car tout était la faute de l'héritage judéo-chrétien », ce qui obligeait à une certaine discrétion.

Si les contacts et rencontres avec des féministes lyonnaises n'ont pas eu lieu pour la plupart de ces femmes, ce n'était pas le cas pour Dany Walter qui se souvient

19. L'Institut des sciences de la famille qui a vu le jour dans l'année universitaire 1972-1973, avec comme présidente Emma Gounot, figure connue du catholicisme social à Lyon, était une structure rattachée à l'Église catholique. Son objectif était d'aborder la question de la famille de façon une démarche pluridisciplinaire et pour un large public. La loi Veil suscitant des demandes de formations en particulier pour les travailleurs sociaux, cet Institut a dû mettre en place des formations où la question de l'IVG était travaillée. Voir Bernadette Angleraud, « Emmanuel et Emma Gounot, artisans de justice sociale », in Bernadette Angleraud, Valérie Aubourg, Olivier Chatelan (dir.), *50 ans de catholicisme à Lyon 1965-2015,* Paris, Karthala, 2016, p. 39-47

des réunions organisées par le Cercle Flora Tristan [20] (le MLF lyonnais). Anne-Marie Barlerin a participé au groupe de paroles des femmes du PSU et a fréquenté, dans les années 1980, la Librairie des Femmes de la place des Jacobins. La rédaction d'un mémoire sur « Pourquoi des mouvements de femmes » dans le cadre d'une formation aux Conseil conjugal et familial avait sans doute à voir avec ces rencontres. Marie-Hélène Bunoz, la plus jeune parmi les interviewées, évoque « cette période formidable, l'occasion de rencontrer des féministes lyonnaises, d'avoir des échanges ». Mais elle avait, en même temps, « le sentiment d'un "décalage culturel par rapport à des femmes excentriques" ».

La distance sociale, qui pouvait exister aussi entre catholiques et protestantes, et le décalage générationnel avec des militantes féministes souvent plus jeunes, pratiquant volontiers la provocation, une forme d'insolence dans les paroles et les slogans souvent très inventifs ont pu surprendre, choquer des femmes habituées à d'autres types de comportements par l'éducation qu'elles avaient reçue, Mais c'était aussi l'occasion pour celles-ci de découvrir d'autres horizons, de réfléchir à leur devenir.

6 « Ce qui a changé dans nos vies », des catholiques critiques à l'égard de leur Église, tonalité différente chez les protestantes, recul de la pratique religieuse et culture de l'engagement

« Nos vies ont changé après 68 » : cette remarque est revenue souvent dans les entretiens, avec le constat d'une ouverture du champ des possibles pour les femmes. Une évolution déjà en germe avant 1968, puis renforcée avec le moment 68 et la période des mobilisations féministes des années 1970 qui a ont permis l'accès à des droits nouveaux pour les femmes, dont l'IVG. La conscience d'un décalage entre leurs vies et celles de leurs mères a été évoqué à plusieurs reprises ; « ma mère m'a dit : tu as pu travailler, c'est bien, moi aussi j'aurais bien voulu travailler ». Des changements qui se traduisent par une plus grande autonomie des femmes dans le cadre conjugal et familial et par des évolutions dans le monde du travail : « à l'hôpital, la hiérarchie des grands pontes est moins pesante, quoique… il y a encore des restes ! ».

Il y a cependant un lieu où le changement n'est guère visible pour la plupart de ces femmes : l'Église catholique. Le constat de la vie rude qui a été celle de leur mère peut conduire à une critique sévère : « J'en veux à l'Église ». Des regrets, des incompréhensions et des inquiétudes s'expriment : « Il y a eu tant de départs après 1968 chez les prêtres et aussi les religieuses, quel gâchis ! », Julienne Jarry dit « n'avoir jamais accepté que les femmes ne puissent pas être prêtres ». Hélène Delpech ne mâche pas ses mots : « Les curés col romain ça me rend malade ! ». Des critiques mais aussi des souhaits : « L'Église doit évoluer, il y a trop de distance entre la vie religieuse au quotidien et ce qui se passe à Rome ». Plusieurs femmes relatent les expériences vécues dans les années 1970-80 – célébrations dans des appartements,

20. Le Cercle Flora Tristan, d'abord connu sous le nom de MLF 6e apparait à la fin de l'année 1972 et demeure actif jusqu'au début des années 1980. Il développe de nombreuses activités avec un matériel important de propagande, des réunions publiques, un bulletin, des stands sur les marchés, une permanence située à la Croix-Rousse, quartier accueillant pour ce type de mouvement.

petites communautés associant laïcs et prêtres pour travailler sur les textes, réfléchir ensemble ; des initiatives qui renouvelaient les manières de vivre leur foi, « de faire Église autrement ». Sur la question du statut des prêtres, Monique Huissoud a cette réponse : « Cela ne me gênerait pas si les prêtres pouvaient se marier. »

Cependant, la question de la place des femmes dans l'Église catholique ne semble pas avoir été une réelle préoccupation pour la plupart des personnes rencontrées. Anne-Marie Barlerin estime qu'elle était « plus intéressée par le PSU que par la question des femmes dans l'Église ». Aucune des personnes rencontrées n'a eu connaissance de l'Association « Femmes et Hommes dans l'Église » qui, dans les années 1970-1990, s'était donné comme objectif un partenariat entre hommes et femmes dans l'Église, pensé comme un levier pour une transformation en profondeur dans le sillage du Concile Vatican II [21]. Cette association avait contribué à l'ouverture du Centre Femmes et Christianisme à Lyon qui a fonctionné dans les locaux de l'Université catholique de 1985 à 2000.

La tonalité est différente du côté des protestantes. Françoise Costil dit sa satisfaction devant la place des femmes dans l'Église réformée en France : « Elles ont des responsabilités, beaucoup de femmes sont pasteures, c'est important pour une femme de ne pas être soumise à la parole des hommes ». Où l'on voit le décalage entre l'accès des protestantes au ministère pastoral à partir des années 1960 et l'impossible accès à l'ordination des femmes dans l'Église catholique, toujours d'actualité au début du XXI^{e} siècle.

Mais il y aussi des situations partagées par ces femmes catholiques et protestantes : la distance prise à l'égard de la pratique religieuse se retrouve de part et d'autre. Il y a eu le départ silencieux de femmes catholiques après la promulgation de l'encyclique *Humanae Vitae*, un phénomène que l'on retrouve à d'autres moments chez des femmes attachées à « la culture protestante » mais ne participant pas aux cultes et autres manifestations religieuses. À noter que ces « départs » ne signifient pas forcément une perte de la foi. Autre point commun, la culture de l'engagement qui doit beaucoup aux mouvements d'Action catholique, aux mouvements de jeunesse protestants, au scoutisme, aux associations féminines (Jeunes Femmes chez les protestantes). La plupart des personnes rencontrées sont, ou été engagées dans un syndicat, la CFDT le plus souvent, dans des associations diverses de la mouvance catholique (CCFD, Secours catholique) ou protestante (la Cimade) et dans d'autres types d'associations, au-delà. Marie-Françoise Roset a été conseillère municipale et élue de la région. Marie-Claire Gentes évoque « une vie d'engagements », puis, à sa retraite, une préoccupation particulière pour les plus démunis, en tant que bénévole à la Péniche qui accueille des « cabossés de la vie », un choix qu'elle doit, dit-elle, « à la JOC, l'héritage déterminant ».

21. Mathilde Dubesset, « "Femmes et hommes en Église", des féministes catholiques la fin du XX^{e} siècle », in Anne Cova et Bruno Dumons (dir.), *Femmes, genre et catholicisme, Nouvelles recherches, nouveaux objets*, France, XIX^{e}-XX^{e} siècles, Lyon, Chrétiens et Sociétés, Documents et Mémoires, n° 17.